

Réseau Capacitation Citoyenne

Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Ville et Participation Citoyenne à Dunkerque

Réseau Capacitation Citoyenne

**Un outil de
formation à
l'échelle de
l'agglomération,**

**Ville et Participation
Citoyenne à Dunkerque**



Préambule	1
-----------	---

Ville et Participation Citoyenne à Dunkerque	5
---	---

Ville et Participation Citoyenne et le réseau Capacitation Citoyenne	9
---	---

*Compte rendu des rencontres de Ville et Participation
Citoyenne et du réseau capacitation Citoyenne des 13 janvier
et 23 mars 2000*

Publics	10
<i>Diversifier les provenances et les rôles des participants</i>	

Réseaux	13
<i>Ou la difficulté d'entretenir les liens</i>	

Décision	16
<i>L'apprentissage passe par la lutte</i>	

Projet	19
<i>Un outil pédagogique ou une monnaie d'échange ?</i>	

Influence sur l'action publique	21
<i>L'implication des institutions est nécessaire</i>	
Animation	22
<i>Un encadrement durable</i>	
Sujets abordés	23
<i>L'apprentissage de la parole</i>	
Transformation des participants	25
<i>La capacité d'agir dans un projet collectif</i>	
Echelles de Territoire	27
<i>Un outil de formation à l'échelle de l'agglomération</i>	

Préambule

Ce livret fait partie d'une série. Il est une des cartes d'identité du réseau constitué dans le cadre de notre étude-action. Celle-ci met en relation, pour qu'elles se fécondent réciproquement, des expériences de formation à la gestion urbaine et sociale de la ville, menées au Brésil, au Sénégal et en France.

A Fortaleza au Brésil, en réponse à une demande d'organisations de base, le "Cearah Periferia", une ONG locale, a mis en place une formation de leaders de quartiers populaires pour leur permettre de devenir des interlocuteurs crédibles sur les questions urbaines.

Au Sénégal, des associations, notamment les “Associations Sportives et Culturelles”, qui ont pris en charge une part importante des responsabilités qui devraient être assumées par l’action publique, se regroupent pour créer autour du “CERPAC” un centre de ressources, de formation et d’échanges.

En France, les populations engagées dans des processus collectifs ne formulent que rarement des demandes explicites de “formation”. En revanche, certaines s’interrogent sur les moyens qui favorisent et améliorent leurs capacités à intervenir et participer à l’action collective, sur les chemins qui permettent à l’individu isolé d’être mieux armé pour pouvoir intervenir avec d’autres dans un projet social.

Nous n’avons pas trouvé dans la terminologie française le mot qui corresponde à ce type de processus. Mais les Brésiliens et les Sénégalais utilisent pour cela le terme de “capacitation citoyenne”, c’est-à-dire une démarche qui permet aux gens de renforcer et développer leurs capacités à exercer leur rôle de citoyen.

C'est donc à partir de cette notion que nous avons questionné des dispositifs de participation et de formation au Brésil, au Sénégal et en France pour révéler ce qui, dans leur mode d'action, contribue à une "capacitation citoyenne" pour améliorer les capacités des participants à transformer leur rapport personnel à l'implication dans des projets collectifs, voire même dans la gestion urbaine globale.

Des travaux préalables nous ont permis d'élaborer une série de questions :

- rencontres avec des dispositifs dans l'agglomération grenobloise et dans le Nord-Pas-de-Calais ;
- séminaire à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar, avec des acteurs du Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération de Grenoble, de Fortaleza, de Porto Alegre ;
- auto-évaluations de "Ville et Participation Citoyenne" à Dunkerque et de "l'Atelier de Travail Urbain" à Grande-Synthe.

Nous avons ensuite rencontré les différents dispositifs deux ou trois fois, sur la base de cette liste de questions. La série de livrets est le résultat de ce travail mené par chacun des groupes rencontrés.

Après une présentation succincte de leur expérience, son contexte, son origine, son fonctionnement, le public touché..., une seconde partie restitue leurs débats à partir de la grille de lecture, sans interprétation.

Les participants à l'élaboration de ces livrets sont différents selon les dispositifs étudiés. Ce sont parfois tous les participants du dispositif, plus souvent quelques volontaires. Ils rassemblent quelques fois aussi des élus ou des professionnels, mais plus souvent seulement des "habitants" ou des membres d'associations.

Un livret final, élaboré après une rencontre générale de représentants de tous les dispositifs étudiés, propose une synthèse et une interprétation concluant l'étude-action.

La coordination de l'étude-action



Ville et Participation Citoyenne à Dunkerque

Créé en 1997, Ville et Participation Citoyenne (V&PC) est un dispositif intercommunal de l'agglomération dunkerquoise. Initié par des professionnels intervenant à l'échelle de l'agglomération, il a été conçu à l'image d'une expérience développée à Fortaleza au Brésil, l'Ecole de Planification Urbaine et de Chercheurs Populaires. Il est financé par la Communauté Urbaine de Dunkerque dans le cadre du Contrat de Ville.

Il propose d'accueillir des habitants impliqués dans l'action publique, au sein d'associations ou de dispositifs para-institutionnels comme l'ATU à Grande-Synthe, pour une formation. Les sujets abordés sont largement ouverts à toutes les thématiques qui font la vie quotidienne en ville : urbanisme, économie, justice, information et presse, sécurité, éducation, santé... La formation propose aussi des apports méthodologiques, par exemple sur la conduite de projet.

Une animatrice est en charge de la conduite du dispositif. Elle a pour mission d'animer certaines formations, d'organiser la venue de formateurs extérieurs, d'organiser des visites in-situ, de proposer les sujets, d'assister les participants dans la conduite d'un projet personnel, de participer à un Comité Technique et à un Comité de Pilotage. V&PC a accueilli une douzaine de participants pour chacune des deux premières années de fonctionnement. Les participants de la première année ont continué durant la seconde année à suivre une partie des activités.

La rencontre entre V&PC et l'équipe de coordination du réseau Capacité Citoyenne se fait après une année de rupture dans le fonctionnement du dispositif : la Communauté Urbaine et le Contrat de Ville ont interrompu le financement du dispositif et celui-ci n'a donc plus d'encadrement. Une partie des participants a décidé cependant de ne pas laisser le

dispositif disparaître et continue donc à se réunir indépendamment de tout encadrement pour proposer aux institutions de constituer une force de proposition dans l'élaboration du projet d'évolution du dispositif. La recherche devient ainsi directement active dans l'expression de ces propositions.

Ville et Participation Citoyenne a jusqu'alors accueilli des participants habitant à Dunkerque, à Saint-Pol-sur-Mer, à Grande-Synthe et Lefrinckouck. Les réunions se déroulent tous les 15 jours (deux fois par semaine au début) et prennent diverses formes, soit de courts exposés faits par l'animatrice ou des personnes compétentes, suivis de discussions, soit des rencontres plus informelles autour d'un café avec un élu ou un professionnel, soit sous forme de visites de sites, d'organismes ou de dispositifs. Réciproquement, le travail que le groupe a engagé depuis plus d'un an est directement actif dans la base méthodologique de l'Étude-Action.

En effet, l'auto-évaluation de Ville et Participation Citoyenne a contribué à fonder la série de questions, support qui guide nos entretiens avec les sites du réseau "Capacitation Citoyenne".

Si nous avons pu travailler longuement avec les participants à la formation et avec les deux animatrices successives du dispositif, le contexte n'a cependant pas permis de rencontre spécifique avec le Comité de Pilotage ou le Comité Technique et ne renvoie donc pas les points de vue de ces instances.

Au moment de notre rencontre, les participants encore actifs ont interpellé les élus de la Communauté Urbaine par écrit pour engager un dialogue avec eux sur la valeur du dispositif, la nécessité de prolonger l'expérimentation. Ils sont découragés par l'absence de réponse.

Ville et Participation Citoyenne et le réseau Capacitation Citoyenne

Compte rendu des rencontres de Ville et Participation Citoyenne et du réseau capacitation Citoyenne des 13 janvier et 23 mars 2000

Un membre de Ville et Participation Citoyenne en déplacement à Guédiawaye rencontre une association de femmes développant l'économie familiale en mutualisant de l'argent et en teignant des tissus. Avec les fonds, elles aident à la scolarisation des jeunes filles.



L'objectif de cette formation est de permettre à des habitants actifs dans des associations, dans leur quartier ou dans l'animation de leur ville, d'améliorer leurs capacités d'agir dans des projets collectifs.

Elle ne s'adresse donc pas aux professionnels ni aux élus.

Par ce fait, on reconnaît que l'expression des participants est plus libre, plus facile. À tel point qu'on a l'impression de pouvoir pousser des débats de façon plus approfondie. Et cela permet sans doute une amélioration importante de la confiance en soi pour intervenir dans les débats.

Mais les élus et les professionnels doivent aussi apprendre à débattre avec les habitants. Et sans doute faut-il trouver des alternances qui permettent aussi la rencontre et l'apprentissage du débat entre tous les partenaires.

Le recrutement des participants s'est fait, souvent par le biais des équipes en charge de la Politique de la Ville sur le terrain, auprès de militants actifs. Ceux-ci se questionnent sur une ouverture plus large, par exemple vers de simples volontaires qui ne sont pas particulièrement repérés dans le monde associatif ou l'action collective.

Un participant de Ville et Participation Citoyenne développe un projet personnel qui consiste à écrire l'histoire de la construction puis de la gestion de son quartier, du rôle des associations d'habitants, des années 70 à nos jours.



Il ne semble pas que Ville et Participation Citoyenne soit à considérer comme une formation de masse, et ceci est sans doute lié au caractère expérimental du dispositif.

Après plusieurs années de fonctionnement qui auront permis de mieux définir le cadre, on pourrait imaginer son ouverture à un plus large public. D'ici là, comment faire comprendre à des personnes moins engagées les hésitations de fonctionnement que déjà les militants convaincus ont du mal à admettre ?

Par ailleurs, les participants insistent sur la valeur d'un recrutement hétérogène. La diversité des provenances, des origines et des catégories rassemblées dans un même lieu est un processus formatif en soi qui permet l'ouverture et donne de la réalité aux débats, y compris dans des affrontements de points de vue contrastés.

Ville et Participation Citoyenne a tout d'abord permis de constituer son propre réseau, celui qui existe désormais entre les participants et passe à travers les frontières de quartiers et de communes de l'agglomération, à travers les membres d'associations différentes, au-delà des territoires protégés de chacun.

Déplacement à Marseille pour visiter les quartiers, y rencontrer les acteurs (habitants, associations, agents de développement...) et pour participer à une session de l'Université du Citoyen. - 1997 -



Au-delà, la formation a sans conteste permis de rencontrer des gens et des terrains nouveaux qui pourraient être considérés comme constitutifs d'un plus large réseau avec des communes, les associations de Bois Blanc à Lille, ou du Valenciennois, l'ATU à Grande-Synthe, Marseille et même Fortaleza ou Dakar où certains participants se sont rendus.

Mais il n'y a pas eu de continuité. Et le sentiment d'avoir raté quelque chose est fortement ancré chez les participants. Alors qu'au moment du contact, il paraissait évident et important que celui-ci se prolonge, force est de constater que rien ne s'est produit.

Au banc des accusés de ce constat, c'est le manque d'autonomie des individus qui est évoqué, issu d'un manque de confiance en soi. Est-on sûr que les partenaires se souviennent de nous ? Et donc, si l'animatrice n'est pas

motrice pour provoquer ces contacts, ils ne se perpétuent pas. Un travail spécifique sur l'activation des contacts pourrait sans doute être un apport important au sein des dispositifs de Capacitation.

À un autre niveau, les associations qui sont souvent à l'origine du recrutement des participants sont très peu liées au fonctionnement de Ville et Participation Citoyenne. En particulier, elles ne sont jamais sollicitées en termes d'énoncé de besoins sur les objectifs de la formation. Les participants ont du mal à gérer seuls leur action au sein du dispositif, et leur retour sur le terrain n'est pas inscrit dans une continuité logique.

Ville et Participation Citoyenne aurait sans doute avantage à construire et animer fortement le réseau qui le relie au terrain, sous peine de mettre les personnes de part et d'autre en porte-à-faux.

Décision

L'apprentissage passe par la lutte

Ville et Participation Citoyenne n'est pas un lieu de décision sur l'action publique. Délibérement indépendant des projets développés sur le terrain, c'est un lieu de débat "gratuit", hors des enjeux immédiats de la réalité urbaine.

Cependant, les participants ont la certitude d'avoir appris à décider, d'avoir considérablement amélioré leurs capacités de décision.

Au-delà de décisions sur l'action publique, restent des décisions par rapport au dispositif lui-même. Le programme de formation est déterminé indépendamment des participants, et, bien que pouvant s'adapter, il pourrait être davantage co-produit.

C'est d'ailleurs clairement une revendication formulée lors de l'auto-évaluation, les participants estimant essentiel que la formation s'adapte au contexte et aux besoins des projets développés dans la réalité.

Les participants sont ignorants du fonctionnement financier de Ville et Participation Citoyenne, autant du point de vue global que des frais de fonctionnement.

Il leur semble qu'ils pourraient participer à la gestion du fonctionnement sur des actions particulières. Ce pourrait être un processus formateur. Ainsi, l'organisation d'un voyage, avec les choix sur les modes de transports, lieux d'hébergements et de repas sont des questions qui pourraient faire l'ob-

Les participants de Ville et Participation Citoyenne lors d'une formation à « l'approche collective des problèmes urbains. »



jet de décision collective. De même, l'achat d'un matériel informatique pourrait être l'occasion d'un apprentissage de la décision.

Finalement, les principales actions dans lesquelles les participants ont pris des décisions indépendamment de l'encadrement ont été liées à l'état de crise du dispositif. La décision de ne pas abandonner le dispositif, alors que le financement de son encadrement s'interrompt, a été prise en toute autonomie, comme celle d'adresser par écrit aux représentants de l'institution de tutelle une demande de prise en compte de leur groupe comme interlocuteur sur le projet d'évolution du dispositif.

« Avec les difficultés, nous exprimons un besoin, nous devenons porteurs d'une demande, nous serons plus exigeants, c'est très formateur .»

Si Ville et Participation Citoyenne, dispositif de formation, n'est pas en prise directe avec des projets réels dans les quartiers, les participants devaient cependant conduire un projet de leur choix, en parallèle. On a vu ainsi aboutir plusieurs actions comme l'organisation d'une soirée sur les sectes, l'animation d'une semaine inter-culturelle, pour la rupture du jeûne du Ramadan ou l'écriture d'un ouvrage sur l'histoire d'un quartier.

Cependant, les participants restent partagés sur la nécessité de développer un projet dans le cadre de la formation. Ils rencontrent des difficultés avec le terrain d'accueil de ces projets qui ne sont pas forcément demandeurs. Ils rencontrent des difficultés de moyens et de temps, la formation étant déjà une charge de plus par rapport à leur vie quotidienne qui n'est pas celle d'un étudiant.

La formation n'est pas toujours "utile" immédiatement et sa mise en jeu dans un projet est, quelquefois, forcée.

Enfin, ils craignent que le "projet" soit une façon de leur faire payer la formation, une sorte d'obligation de résultat qui cautionnerait la valeur du dispositif.

Une solution, déjà pratiquée par l'Ecole de Planification Urbaine à Fortaleza, serait peut-être de mettre les participants en situation de faire le projet d'un projet, de préparer en termes d'énoncé des objectifs, de méthodologie, de définition des partenaires ... un projet fictif.

Influence sur l'action publique

L'implication des institutions est nécessaire

Le positionnement de Ville et Participation Citoyenne vis-à-vis des institutions est très fragile et perçu, par beaucoup des participants, comme peu réciproque, les institutions s'impliquant peu dans les projets développés. « *Le politique nous offre un gâteau qu'il ne mange pas avec nous...* »

Par ailleurs, les liens du dispositif avec les institutions communales que les individus rencontrent sur le terrain ne sont pas suffisamment formalisés alors que le partenariat est énoncé au départ. Les participants se retrouvent souvent en porte à faux et ils proposent que la formation soit plus clairement affichée, par exemple dans les Maisons de Quartiers de l'ensemble de l'agglomération.

Par deux fois, les participants ont assisté à la “disparition” de l’animatrice. Cela a été ressenti comme une des principales causes de dysfonctionnement et ils insistent sur la nécessité de construire une continuité dans l’encadrement de l’action.

En matière de compétence, les participants sont convaincus qu’ils ont plus besoin d’un animateur organisateur que d’un formateur.

Il ne semble pas qu'une thématique doive être privilégiée par rapport à une autre dans ce type de formation, tous les sujets peuvent être intéressants.

Chaque sujet abordé suscite un intérêt pour une autre question. D'où la difficulté ressentie à l'élaboration d'un programme pré-établi qui serait trop découpé sans possibilité d'approfondissement, de chaînage ou de connexion avec des questions initiées par des réalités vécues par les participants. Par exemple, des coupures de distribution d'eau sur un quartier ont engendré un travail de compréhension sur la facturation, puis sur la mobilisation des habitants. L'expérience de certains est venu aider l'action des autres.

L'axe à privilégier est sans doute l'apprentissage de la parole, du débat, les sujets abordés devenant "prétexte", support de ce principal objectif.

Pour cela, il convient de permettre dans le cadre de la formation que des plages restent disponibles, sans programme, pour initier des débats de société. Ils peuvent aller de la question de la peine de mort à l'éducation des enfants ou au bruit dans un quartier d'habitations.

Il semble important qu'une forme de continuité s'instaure entre les sujets abordés. Quelquefois, un sujet en chasse un autre, chaque séance aborde un nouveau thème, il en résulte une confusion, une impression de survol insatisfaisant. La lisibilité globale de la formation devrait être portée par un programme énoncé à l'avance.

Transformation des participants

La capacité d'agir dans un projet collectif

Plus qu'en termes de compétence acquise, c'est en termes de confiance en soi qu'il convient d'évaluer les changements produits sur les participants.

« On n'a pas acquis des compétences, ce que j'ai appris c'est la conscience que je peux agir et un peu plus de courage pour dire ce que je pense. »

« Je n'avais pas conscience qu'un technicien, c'était une personne comme moi. »

La question de structurer la formation par l'obtention d'un diplôme est décalée. Si le temps de formation doit sans doute trouver ses rythmes et peut-être une échéance, il ne faut pas la confondre avec un temps de formation scolaire ou universitaire. Les animateurs ne peuvent pas non plus considérer les participants comme des gamins... Mais les participants ne se sentent pas non plus les mieux placés pour "évaluer" les compétences qu'ils ont acquises. Ils s'en réfèrent finalement à des réactions extérieures qui

sont pour eux les seuls moyens de s'évaluer. Ainsi, les rencontres et débats dans lesquels ils interviennent à l'échelle de la Région ou nationalement leur permettent d'avoir des images de leur transformation. Intervenir dans un colloque au même niveau qu'Umberto Battist ou revenir du Festival de la Ville à Créteil en entendant que « *les habitants du Nord-Pas-de-Calais se sont fait remarquer par la pertinence de leurs interventions* » sont leurs principaux repères.

Enfin la question d'une valorisation vers une reconnaissance professionnelle paraît incongrue. La formation ne leur paraît vraiment pas axée sur cet objectif, au point que certains ayant commencé la formation alors qu'ils étaient au chômage, étant maintenant salariés d'une structure associative, attachent une grande importance à différencier leurs activités.

Echelles de Territoire

Un outil de formation à l'échelle de l'agglomération

Aborder le sujet du recrutement et donc de la provenance communale des participants a permis à chacun d'eux d'acquérir une conscience du territoire intercommunal de l'agglomération dunkerquoise.

Échanges, débats, visites dans les quartiers de chacun autant que les interventions de techniciens de l'Agence d'Urbanisme ont été les outils de cette transformation. Et cette conscience d'une ville globale leur a sans doute permis d'en comprendre mieux les mécanismes de sa gestion. Cependant, l'interpellation qu'ils ont faite par leur courrier à la Présidence de la Communauté Urbaine étant restée sans réponse, cette dimension Communautaire institutionnelle leur paraît malgré tout délibérément lointaine.

Les participants insistent aussi sur les perceptions différentes qu'ils ont en fonction de leur provenance communale.

Des acteurs impliqués dans la vie locale d'une commune qui développe les occasions de participation y retrouvent davantage leur compte que les autres et sont d'ailleurs plus assidus. Et ce sont principalement eux qui font perdurer le dispositif après le désengagement de l'institution. Les autres, ayant du mal à trouver les correspondances entre les débats de Ville et Participation Citoyenne et la réalité de leur quartier, sont plus enclins au scepticisme quant à la valeur reconnue du dispositif.

Il faut sans doute que le territoire d'origine des participants déclare une volonté d'agir dans le même sens pour permettre à Ville et Participation Citoyenne d'être crédible.



Ont participé aux réunions qui ont permis la production de ce livret :

Francis Barbet, Abdel Belgot, Patrick Bodart, Maguy Carrue, Marie-Paule Cousin, Evelyne Dehacq, Michel Dumont, Joëlle Lefeyer, Pierre Mahey, Eliane Vermersh, Jean-Marie Vermersh, Jean Ysebaert, Aissa Zemouri.

Rédaction du livret :

Pierre Mahey

Contacts de Ville & Participation Citoyenne :

Jean-Marie Vermersch
21 rue d'Artois
59760 Grande-Synthe
33(0)3 28 25 09 40

L'équipe du réseau Capacitation Citoyenne :

AGUR (Agence d'Urbanisme
de la Région Flandres Dunkerque)
e-mail : com.agur@netinfo.fr
Tél. : 33(0)3 28 58 06 30

Jean Ysebaert
38, quai des Hollandais
59 140 Dunkerque
Fax : 33(0)3 28 59 04 27

arpenteurs
e-mail : arpenteurs@free.fr
Tél. : 33(0)4 76 53 19 29
Fax : 33(0)4 76 53 16 78

Pierre Mahey
9, place des Ecrins
38 600 Fontaine

AURG (Agence d'Urbanisme
de la Région Grenobloise)
e-mail : martine.toulotte@wanadoo.fr
Tél. : 33(0)4 76 28 86 00

Martine Toulotte
21, rue Lesdiguières
38 000 Grenoble
Fax : 33(0)4 76 28 86 12

CERPAC (Centre d'Etudes et de Recherches
Populaires pour l'Action Citoyenne)
Tél. : (00)22/18 37 12 10

Sidiki Abdoul Daff
e-mail : sidiki.daff@sentoos.n

Periferia
e-mail : periferia@skynet.be
Tél./Fax: (00)32/2 544 07 93

Patrick Bodart
45, rue de Hollande
B-1060 BRUXELLES

Conception graphique et réalisation : © « arpenteurs » 2000
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.



Réseau Capacitation Citoyenne

Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Financement de l'Etude-Action :

Délégation Interministérielle à la Ville, UNESCO, Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque.

Financement de l'impression :

Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque, Agence d'Urbanisme de la Région Flandres Dunkerque.

